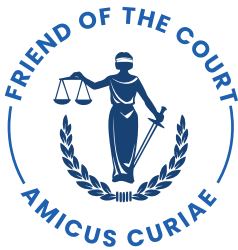


Secrétaire: Mme Roxanne Guévin

Mémoire / Brief

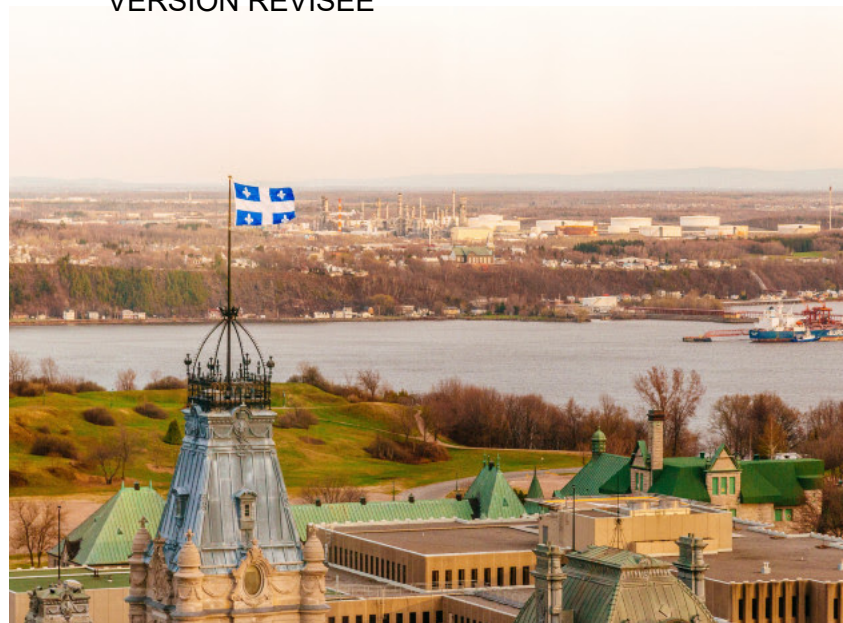
Commission des institutions

Constitution du Québec 2025 - Projet de loi n° 1
Québec Constitution 2025 - Bill # 1



CHRIS EUSTACE
2019 - 2025+

Amicus Curiae - Intervenant à titre d'ami de la Cour aux audiences sur le projet de loi 40* pour la réforme des commissions scolaires à la Cour supérieure et la Cour d'appel du Québec et peut-être même la Cour suprême du Canada: S.C.M. 500-17-112190-205 ; C.A.M. 500-09-030704-233 et CSC-41838



Assemblée nationale du Québec (Fine Art America). Photo: Ville de Québec

Projet de loi n° 1 - Loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec

Présenté par M. Simon Jolin-Barrette Ministre de la Justice et ministre responsable des Relations canadiennes

Ce projet de loi édicte la Constitution du Québec, la Loi sur l'autonomie constitutionnelle du Québec et la Loi sur le Conseil constitutionnel. De plus, il modifie la Loi constitutionnelle de 1867 et différentes lois du Québec.

«Elle interdit à certains organismes d'utiliser des **fonds publics** pour contester certaines lois énonçant qu'elles protègent la nation québécoise ainsi que l'autonomie constitutionnelle et les caractéristiques fondamentales du Québec. »

Bill #1: Constitution of Quebec 2025

Introduced by Mr. Simon Jolin-Barrette, Minister of Justice and Minister Responsible for Canadian Relations

This bill enacts the Constitution of Québec, the Act respecting the constitutional autonomy of Québec and the Act respecting the Conseil constitutionnel. In addition, it amends the Constitution Act, 1867 and various Acts of Québec.

"It forbids certain bodies from using **public funds** to contest certain Acts which state that they protect the Québec nation as well as the constitutional autonomy and fundamental characteristics of Québec."

[EMSB-CSEM - De l'argent pour les salles de classe, pas pour les tribunaux - 26 mai 2022.](#) ✓

[La Commission scolaire English-Montreal contestera la loi 96 - 27 mai 2022.](#) (\$418,000) ✗

[Commission English-Montréal: 1.3 M\\$ pour contester la Loi sur la laïcité de l'État - 1 février 2024](#) ✗

[Québec dénonce la contestation de la loi 21 faite « avec des fonds publics » - 12 avr. 2024.](#) ✓

ACSAQ - Communiqués de Presse



[L'ACSAQ condamne le projet de loi 94 comme une atteinte à l'inclusion, au professionnalisme et à la démocratie locale dans les écoles du Québec - 3 novembre 2025](#)

« Le projet de loi 94 restreint ce que signifie appartenir aux écoles du Québec », a déclaré le président de l'ACSAQ, Joe Ortona. Au lieu de soutenir les enseignants et les élèves, le gouvernement mine le professionnalisme, la diversité et la démocratie locale », a conclu M. Ortona.

Quelle absurdité !



[L'ACSAQ remporte une victoire: Retrait de la demande d'injonction à la suite des concessions du MEQ - 24 oct. 2025](#)

« Les gains obtenus grâce à la contestation juridique de l'ACSAQ ont également profité au réseau francophone, dont les centres de services scolaires, qui ont remplacé les commissions scolaires en 2020, ne disposent pas de gouvernance élue ni de représentation indépendante. »

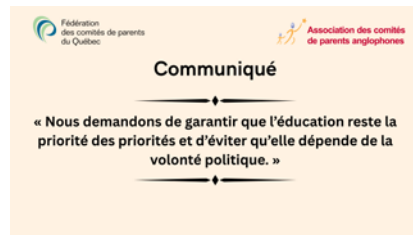
Ce n'est pas le recours juridique de l'ACSAQ qui a « profité au réseau francophone... » C'était :

(1) [Petition: Demande de ne pas procéder à des restrictions budgétaires en éducation - 25 juin 2025.](#)

(Député du PQ Pascal Bérube - 160 483 signatures)

(2) [Les parents réagissent aux règles budgétaires finales en éducation - 16 juillet 2025](#)

(Mélanie Laviolette, présidente de la FCPQ et Katherine Korakakis, présidente de l'EPCA)



(3) [La ministre Sonia LeBel lève le plafond d'embauche en éducation - 22 octobre 2025](#)



[L'ACSAQ dénonce le projet de loi 1: un recul alarmant pour la diversité et la cohésion sociale - 10 octobre 2025](#)

« Le gouvernement a de nouveau choisi de mépriser les droits constitutionnels de la minorité anglophone en adoptant des politiques qui ne feront qu'accroître les divisions au sein de la société québécoise, » a déclaré Joe Ortona, président de l'ACSAQ.

S'il y a des divisions, c'est parce que la minorité anglophone a plus d'avantages et de possibilités que la majorité francophone. Les commissions scolaires anglophones peuvent embaucher leurs propres commissaires à l'éthique, ce qui n'est pas le cas pour les commissions scolaires francophones.



[L'ACSAQ tend la main à la nouvelle ministre de l'Éducation pour renouveler un partenariat solide - 10 sept. 2025](#)

« Nous nous attendons à rétablir la relation solide et respectueuse qui prévalait autrefois entre notre secteur et le Ministère », a affirmé Joe Ortona, président de l'ACSAQ.

La ministre de l'Éducation, Sonia Lebel, devrait collaborer avec la FCPQ et l'ACPA. Les parents sont conscients de ce qui se passe dans les écoles où leurs enfants reçoivent leur éducation. L'ACSAQ semble ne servir que ses propres intérêts et manque de légitimité. Il n'y a aucune preuve qu'elle apporte une valeur pédagogique, financière ou culturelle quelconque aux élèves, aux écoles ou aux communautés anglophones du Québec.



[L'ACSAQ conteste les règles budgétaires 2025-2026 - 21 août 2025](#)

« Ces conditions piétinent, une fois de plus, nos droits constitutionnels de gestion et de contrôle garantis par l'article 23 », a déclaré Joe Ortona, président de l'ACSAQ.

Nous avons des conseils d'établissement et des comités des parents. Ils ne sont pas incompetents.



[L'ACSAQ s'engage à défendre les droits constitutionnels des commissions scolaires anglophones devant le plus haut tribunal du Canada - 30 mai 2025](#)

« À l'heure où le Québec fait face à d'importantes compressions financières, il est décevant de voir des fonds publics utilisés pour poursuivre une bataille juridique qui porte si clairement atteinte aux droits des communautés minoritaires. » Joe Ortona

L'ACSAQ a l'audace de discuter des finances. Le mois dernier, sous la direction du président Joe Ortona, l'ACSAQ a dépensé des dizaines de milliers de dollars pour une contestation judiciaire -- 14 et 15 octobre, Case # 500-17-135152-257, qui n'a finalement abouti nulle part. De plus, l'an dernier, Joe Ortona, président de la CSEM, a dépensé 1,3 million de dollars pour lutter contre la laïcité, alors que les autres commissions scolaires anglophones n'ont rien dépensé sur ce sujet

Résumé

L'arrogance, la négligence et l'extravagance de l'ACSAQ sont devenues de plus en plus inquiétantes. Leurs décisions semblent souvent déconnectées des réalités auxquelles sont confrontés les parents, les éducateurs et les élèves, ce qui témoigne d'un manque de responsabilisation.

Au lieu de prioriser les besoins de la communauté, l'ACSAQ poursuit des politiques égoïstes qui ne s'alignent pas avec ses valeurs d'inclusion et de coopération. Ce fossé a engendré de la frustration chez ceux qui ont l'impression que leur voix n'est pas entendue et que leurs droits sont ignorés.

Dans notre société de haute technologie, avec des parents sophistiqués, il est clair que l'ACSAQ est devenu obsolète.

[Projet de loi 94 - Bill 94](#)

QESBA - Press Releases



[QESBA Condemns Bill 94 as an Affront to Inclusion, Professionalism, and Local Democracy in Quebec's Schools - Nov. 3, 2025](#)

Bill 94 puts ideology before education and threatens the very foundations of Quebec's public schools. "Bill 94 narrows what it means to belong in Quebec's schools," said QESBA President Joe Ortona.

"Instead of supporting teachers and students, the government is undermining professionalism, diversity, and local democracy," Ortona concluded.

What absurdity!



[QESBA Secures Victory: Withdraws Injunction Request After MEQ Concessions - Oct. 24, 2025](#)

"The gains achieved through QESBA's legal challenge have also benefitted the Francophone network, whose school service centres, replacing school boards in 2020, lack elected governance and independent advocacy."

It was not the QESBA legal challenge that "benefitted the Francophone network..." It was:

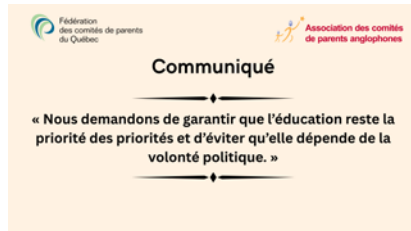
(1) The petition sponsored by PQ MNA Pascal Bérubé that garnered 160,483 signatures.

[Petition: Demande de ne pas procéder à des restrictions budgétaires en éducation - 25 juin 2025](#)

(2). PARENTS

[Parents React to the Finalized Education Budget Rules - July 16, 2025](#)

(Katherine Korakakis, ECPA president and Mélanie Laviolette, president of FCPQ)



(3). [After education budget cuts, LeBel announces leeway for school hiring - Gazette - Oct. 1, 2025](#)



[QESBA Condemns the Tabling of Bill 1 and Its Threat to Quebec's Social Cohesion - Oct. 10, 2025](#)

"Once again, the government has chosen to disregard the constitutional rights of the English-speaking minority, pursuing policies that will deepen divisions within Quebec society," said Joe Ortona, President of QESBA.

If there are divisions, it's because the English-speaking minority has more advantages and opportunities than the French-speaking majority. English-language school boards can hire their own ethics commissioners, whereas French-language school boards cannot.



[QESBA calls on the new Minister of Education to prioritize partnerships - Sept. 10, 2025](#)

"We look forward to rebuilding the strong and respectful relationship that once characterized our sector's collaboration with the Ministry," said Joe Ortona, QESBA President.

Education Minister Sonia LeBel should collaborate with the FCPQ and ECPA. Parents are aware of what is happening in the schools where their children are educated. The QESBA serves only its own interests and lacks legitimacy. There is no evidence that it provides any pedagogical, financial, or cultural value to English-speaking students, schools, or communities in Quebec.



[QESBA files legal challenges on the 2025-2026 budget rules - Aug. 21, 2025](#)

“These conditions violate, once again, our constitutional rights to management and control under section 23,” said QESBA President Joe Ortona.

We have Governing Boards and Parent Committees. They are not incompetent.



[QESBA Vows to Defend Constitutional Rights of English School Boards at Canada's Highest Court - May 30, 2025](#)

“At a time when Quebec faces serious financial pressures, it is disappointing to see public funds used to continue a legal battle that so clearly infringes on the rights of minority communities.” Joe Ortona

The QESBA has some nerve discussing finances. Last month, under the leadership of President Joe Ortona, the QESBA spent a lot of money on a court challenge that ultimately went nowhere. (Oct. 14 & 15, Case # 500-17-135152-257. Additionally, last year Joe Ortona, Chair of the EMSB, spent \$1.3 million fighting secularism, while the other English boards spent nothing on this issue.

Summary

The arrogance, negligence, and extravagance of the QESBA have become increasingly disturbing.. Their decisions often seem disconnected from the realities faced by parents, educators, and students, demonstrating a lack of accountability.

Instead of prioritizing the community's needs, QESBA pursues self-serving policies that do not align with its values of inclusion and cooperation. This disconnect has led to frustration among those who feel their voices are not being heard and that their rights are being overlooked.

In our high-tech society, with sophisticated parents, it is clear that QESBA has outlived its usefulness.

[Projet de loi 94 - Bill 94](#)

Éric Girard
Ministre des Finances
Ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise

[Présentation de l'ACSAQ au ministre des Finances Girard - 22 janvier 2024](#)
[Les anglos font de la politique sur le dos des enfants - 3 fev. 2024](#)

Bonjour Monsieur Girard,

Introduction :

Je suis un enseignant à la retraite qui s'est présenté deux fois comme candidat à la présidence de la Commission scolaire Lester-B. Pearson. J'ai un petit-enfant inscrit à la CSLBP et un arrière-petit-enfant à la CSEM.

En juin 2020, le juge Sylvain Lussier m'a accordé le statut d'intervenant dans l'affaire du projet de loi 40 pour la réforme des commissions scolaires.

Je vous écris au sujet d'un extrait du « Rapport sur la consultation pré-budgétaire 2024 de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec ». Je voudrais tout d'abord m'adresser à vous en tant que ministre responsable des Relations avec les Québécois d'expression anglaise. Veuillez tenir compte des faits suivants :

1. J'ai assisté à une audience à la Cour suprême du Canada le 15 décembre 2008, où on a soutenu que l'ACSAQ n'était d'aucune utilité pour les familles qui cherchaient à avoir accès à des écoles anglophones (projet de loi 104). « [School Board Reform: Yes we can](#) »
2. L'ancien premier ministre Philippe Couillard a déclaré que l'ACSAQ n'avait « [ni le soutien politique ni la légitimité juridique pour représenter les citoyens anglophones du Québec](#) ».
3. Quand je me suis présenté comme candidat à la présidence, le premier point de ma campagne électorale (2021) était « Abandonner l'adhésion à l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (économie de 200 000 \$). » Aussi, notez que j'ai demandé que « [Les salaires des commissaires anglophones doivent être les mêmes que ceux des directeurs francophones](#) » ... Il en sera de même si je décide de me présenter de nouveau cette année.

L'extrait :

« *Élections des commissions scolaires en novembre 2024*... le financement des élections des commissions scolaires (qui sont maintenues sous une forme différente dans le projet de loi 40) est nécessaire... le secteur francophone n'a plus besoin d'organiser des élections scolaires mais ses budgets n'ont jamais été réduits. **C'est une question d'équité.** »

Dans la quête d'un financement pour les élections, l'ACSAQ a la témérité de mentionner « une question d'équité ». Veuillez tenir compte des deux lettres suivantes: [Iniquités](#) (29 déc. 2021) et [We need fair treatment in education](#) (Jan. 10, 2024)

Pendant les périodes de questions publiques à la CSEM et à la CSLBP, je centre mes questions sur les finances. Je fais une recommandation :

« Entamer un audit juricomptable des finances de la CSEM. Apparemment, 1,5 M\$ ont été payés pour des frais juridiques qui n'ont rien à voir avec la réussite des élèves. La CSEM n'est pas une banque ; elle est responsable face aux contribuables. »

Au cours des 25,5 années durant lesquelles j'ai assisté aux réunions du Conseil, je n'ai jamais vu aucune valeur utile de l'ACSAQ pour notre communauté anglophone.

L'Association communique avec nous, mais elle ne soutient pas véritablement nos intérêts. Veuillez tenir compte du projet de loi 9 qui porte sur la mise en place d'un protecteur de l'élève. Vingt mémoires ont été présentés. L'ACSAQ était la seule qui n'était pas ravie de l'idée.

L'Association a connu un succès remarquable en élevant le statut de la langue minoritaire (l'anglais) au-delà de celui de la langue majoritaire (le français). À l'heure actuelle, les décisions prises par le président d'une commission scolaire ont plus de pouvoir que celles des conseils d'établissement et que la *Loi sur l'instruction publique*.

Ils savent jouer habilement la carte de la langue. Les tactiques manipulatrices de l'ACSAQ ne sont rien de moins qu'une escroquerie trompeuse. Lisez la page couverture de leur site Web acsaq.qc.ca « Faire un don pour aider nos commissions scolaires ». Imaginez !

En éducation (K-11), nous sommes la minorité la mieux traitée au Canada. L'Association ne devrait pas avoir le pouvoir de gérer et de contrôler l'éducation des jeunes anglophones.

Pour déterminer le budget de 2024, veuillez tenir compte des besoins suivants, et non des besoins égocentriques d'une organisation dont l'arrogance, la négligence et l'extravagance ne sont pas un secret.

Respectueusement,

Chris Eustace,
Anglo-Québécois
aceteacher.ca



Éric Girard
Minister of Finance
Minister responsible for Relations with English-speaking Quebecers

[QESBA presentation to Finance Minister Girard - January 22, 2024](#)

[Les anglos font de la politique sur le dos des enfants - 3 fev. 2024](#)

Hello Mr. Girard:

Introduction:

I am a retired teacher who twice ran for Chairman of the Lester B. Pearson School Board. I have a grandchild in the LBPSB and a great-grandchild in the EMSB.

In June 2020, I was granted intervenor status by Judge Sylvain Lussier in the school board reform Bill 40 matter.

I am writing to you regarding an excerpt from the 'Quebec English School Boards Association Budget Consultation 2024 Report.' First, though, I wish to address you as the Minister responsible for Relations with English-speaking Quebecers. Consider these facts:

1. I attended a hearing at the Supreme Court of Canada on December 15, 2008 where it was argued that [QESBA was of no help to families to gain access to English schools](#) (Bill 104).
2. Former Premier Philippe Couillard said QESBA has "[neither the political support nor the legal legitimacy to represent the English-speaking citizens of Quebec.](#)"
3. When I ran for chairperson, the first item on my campaign card (2021) was "Drop membership to Quebec English School Boards Association (save \$200,000). Also, note I called for "[English commissioner's salaries to be the same as French directors](#)" ... It will be the same if I decide to run again this year.

The excerpt:

"*School Board Elections in November 2024*...Funding for school board elections (which are maintained in a different form in Bill 40) is necessary...French sector no longer has to organize school elections but its budgets were never reduced. This is a question of equity."

In the quest for money for the elections, the QESBA has the temerity to mention "a question of equity." Consider these letters: [Iniquités](#) (29 déc. 2021) & [We need fair treatment in education](#) (Jan. 10, 2024)

During Public Question Periods at the EMSB and LBPSB, I focus my questions on finances. I made a recommendation:

"Initiate a forensic audit of the EMSB finances. Apparently, \$1.5 M has been paid for legal fees that have nothing to do with student achievement. The EMSB is not a bank; it is accountable to the taxpaying public."

In my 25.5 years of attending Council meetings, I have not seen any value provided to our anglophone community by the QESBA.

The Association communicates with us, but they don't genuinely support our interests. Please consider Bill 9, which deals with the establishment of a Student Ombudsman (Protecteur de l'élève). There were 20 Mémoires submitted. Only the QESBA was not happy with the idea.

The Association has achieved remarkable success by elevating the status of the minority language (English) to surpass that of the majority language (French). At present, the decisions made by the Chairperson hold more power than the Governing Boards and the Education Act.

On education (K-11), we are the best treated minority in Canada. The QESBA's manipulative tactics are nothing short of a deceitful con job. The Association should not have the authority to manage and control the destiny of Anglophones.

In determining Budget 2024, please consider the needs mentioned on the last page.

Respectfully,

Chris Eustace,
Anglo Quebecer
aceteacher.ca

Demands

La présente lettre donne suite à la demande formulée par le président de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ) à la suite d'une victoire en Cour d'appel concernant le projet de loi 40 pour la réforme des commissions scolaires. J'ai aussi une demande à faire.

Tout d'abord, j'aimerais exprimer ma gratitude à l'honorable juge Sylvain Lussier qui m'a accordé le statut d'intervenant à titre d'ami de la cour en juin 2020. Par conséquent, j'ai été autorisé à m'adresser à plusieurs honorables juges pendant cinq ans, muni de nombreuses pages de documents remontant à juillet 1998.

Le problème : L'argument au cœur de cette affaire portait sur l'interprétation de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Qui devrait gérer et contrôler nos écoles primaires et secondaires ?

L'ACSAQ prétend que les commissions scolaires sont des carrefours communautaires essentiels pour la minorité anglophone. Le gouvernement n'est pas d'accord, affirmant que ces institutions sont déconnectées des parents et ne méritent pas de survivre telle qu'elles sont conçues.

Katherine Korakakis, ancienne présidente du Comité de parents de la Commission scolaire English-Montréal et présidente de l'Association des comités de parents anglophones du Québec, a soulevé cette question lors de sa campagne contre M. Ortona lors de l'élection tenue l'automne dernier.

Elle a dit : « [L'administration actuelle est déconnectée des défis financiers et académiques auxquels les écoles anglophones sont confrontées.](#) » (traduction, The Gazette, 3 juillet 2024)

L'élection a révélé l'utilisation de tactiques d'intimidation qui ont permis à l'équipe Joe Ortona de gagner tous les sièges.

Les deux articles suivants publiés dans le quotidien Le Devoir fournissent plus de précisions : « [Deux élus d'English-Montréal ont déjà été suspendus à la suite de plaintes en matière d'éthique](#) » (27 novembre 2024) et « [Des allégations d'antisémitisme au cœur de plaintes en éthique contre des commissaires](#) » (27 novembre 2024).

Les demandes :

« [Nous espérons sincèrement que le gouvernement décidera de ne pas porter cette décision limpide de la Cour d'appel du Québec devant la Cour suprême du Canada à Ottawa.](#) » Président de l'ACSAQ Joe Ortona

Je ne suis pas d'accord. J'exhorte respectueusement le gouvernement du Québec à envisager de porter cette question devant la Cour suprême.

Cette étape permettrait de s'assurer que toutes les perspectives sont examinées en profondeur et que justice soit faite parce le Québec est la seule province qui maintient deux modes différents de gouvernance pour les communautés francophones et anglophones du réseau scolaire public.

Cet estimé tribunal a le dernier mot et le pouvoir de clarifier les questions constitutionnelles essentielles et d'établir des précédents juridiques importants qui pourraient servir d'autres groupes linguistiques minoritaires au Canada.

La participation de la Cour suprême du Canada offre une occasion percutante de faire respecter les principes de justice et d'égalité, et de renforcer les droits de tous et chacun dans notre réseau scolaire public.

Respectueusement,

Chris Eustace



Mémoires

[PL 40;](#)
(Nov. 2019)

[PL 23;](#)
(Feb. 2023)

Requests

This letter is in response to the request made by the president of the Quebec English School Boards Association (QESBA) following a victory in the Court of Appeal concerning school board reform Bill 40. I have a request as well.

First, I would like to express my gratitude to the Honourable Judge Sylvain Lussier, who granted me intervenor status as a Friend of the Court in June 2020. Consequently, I was allowed to address several honourable judges over five years, supported by extensive documentation originating from July 1998.

The issue: The case's central argument focused on interpreting section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. Who should manage and control our primary and secondary schools?

The QESBA claims school boards are essential community hubs for the Anglophone minority. The government disagrees, stating that these institutions are disconnected from parents and unworthy of survival as conceived.

Katherine Korakakis, former chair of the English Montreal School Board's Parent Committee and president of the English Parents Committee Association of Québec, addressed this issue during her campaign against Joe Ortona, the EMSB Chair, in last fall's election.

She said: "[The current administration is disconnected from the financial and academic challenges English schools are facing.](#)" (Gazette July 3, 2024).

The election revealed the use of intimidating and bullying tactics, resulting in Team Joe Ortona winning every seat.

These two articles from Le Devoir provide more insight: « [Deux élus d'English-Montréal ont déjà été suspendus à la suite de plaintes en matière d'éthique](#) » (27 novembre 2024) et « [Des allégations d'antisémitisme au cœur de plaintes en éthique contre des commissaires](#) » (27 novembre 2024).

The Requests:

["We truly hope that the Government will decide not to take this crystal-clear decision of the Quebec Court of Appeal to the Supreme Court of Canada in Ottawa."](#) - QESBA President Joe Ortona.

I disagree. I respectfully urge the Quebec government to consider bringing this issue before the Supreme Court.

This step would thoroughly examine all perspectives and promote a fair resolution because Quebec is the only province maintaining two different modes of governance for the French-speaking and English-speaking public school communities.

This esteemed court has the final word and the authority to clarify essential constitutional questions and establish significant legal precedents that could serve other minority language groups in Canada.

Engaging the Supreme Court of Canada presents an impactful opportunity to uphold the principles of justice and equality and strengthen everyone's rights in our public school system.

Respectfully,

Chris Eustace



S.C.M. 500-17-112190-205 et
C.A.M. 500-09-030704-233

Briefs

[Bill 40;](#)
(Nov. 2019)

[Bill 23;](#)
(Feb. 2023)



The Gazette

Quebec English school boards: Essential for anglos or out of touch with parents?

(Traduction : Commissions scolaires anglophones du Québec :

Essentielles pour les anglophones ou déconnectées des parents ?) - 29 janvier 2025

Extraits :

« Deux points de vue opposés sur l'avenir incertain des commissions scolaires anglophones ont été présentés devant la Cour d'appel du Québec mercredi. L'un d'eux soutient qu'elles sont des carrefours communautaires vitaux et que leur abolition minerait la minorité anglophone. L'autre les décrit comme des institutions motivées par le pouvoir, déconnectées des parents et indignes de survie.

L'enseignant retraité Chris Eustace, un critique de longue date des commissions scolaires anglophones qui a le statut d'intervenant dans cette affaire, a présenté à la cour une vision radicalement différente des commissions scolaires, les décrivant comme étant arrogantes et déconnectées des parents.

Eustace, un ancien candidat à la présidence de la Commission scolaire Lester-B. Pearson, déclare que le projet de loi 40 n'est pas une tentative du

gouvernement de la Coalition Avenir Québec de retirer les droits des anglophones.

C'est plutôt un changement bien accueilli qui accordera plus de contrôle aux parents.

« Les parents ne sont pas incompétents », déclare Eustace au tribunal.

« Contrairement à ce que pensent beaucoup de gens au sein de la communauté anglophone, en particulier l'ACSAQ, les ministres de l'Éducation (du Québec) sont fondamentalement très neutres et très justes envers la communauté anglophone. »

Eustace a critiqué le président de l'ACSAQ, Joe Ortona, qui, en tant que président de la Commission scolaire English-Montréal, est à la tête d'une contestation judiciaire contre le projet de loi 21. La Loi sur la laïcité de l'État interdit aux nouveaux enseignants de porter des symboles religieux comme le hijab musulman.

« Croyez-vous qu'un comité de parents se réunirait et dirait : « Oh, oui, dépensons 1,3 millions de dollars pour (combattre) le projet de loi 21 » sans consulter qui que ce soit ? »...

Eustace déclare que la principale préoccupation des parents est l'éducation.

« Ils veulent des écoles sûres et sécurisées avec des enseignants pour enseigner à leurs enfants. Et non de dépenser toutes sortes de fonds sur des choses qui ne touchent pas exactement la situation. Malheureusement, elles en font une chose politique.

« Les commissions scolaires ne doivent pas être politiques – elles doivent être éducatives, point final. »...

The Gazette

[Quebec English school boards: Essential for anglos or out of touch with parents?](#) - 29 janvier 2025

Excerpts:

“Two contrasting views on the uncertain future of English school boards were presented before the Quebec Court of Appeal on Wednesday. One argued they are vital community hubs, and abolishing them would undermine the anglophone minority. The other depicted them as power-driven institutions, disconnected from parents and unworthy of survival.

Former teacher Chris Eustace, a longtime critic of English boards who has intervenor status in the case, gave the court a starkly different view of school boards, describing them as arrogant and out of touch with parents.

Eustace, a past candidate for chair of the Lester B. Pearson School Board, said Bill 40 is not an attempt by the Coalition

Avenir Québec government to take away anglophone rights.

Rather, it’s a welcome change that would give more control to parents.

“Parents are not incompetent,” Eustace told the court.

“Contrary to what many people think in the English community, especially QESBA, (Quebec) ministers of education are basically very neutral and very fair to the English community.”

Eustace criticized QESBA president Joe Ortona, who as chair of the English Montreal School Board is spearheading a court challenge of Bill 21. The Quebec secularism law bars new teachers from wearing religious symbols such as the Muslim hijab.

“Do you think a parents’ committee would meet and say, ‘Oh, yeah, let’s spend \$1.3 million on (fighting) Bill 21’ and not consult anybody?”...

Eustace said parents’ main concern is education.

“They want safe, secure schools with teachers to teach their kids. Not to spend all kinds of money on things that are not exactly touching the situation. Unfortunately, they’re making this into a political thing.

“School boards shouldn’t be political – they should be educational, period.”...

Cour suprême du Canada



(Blue Collar Consulting)

After 33 years at Pierrefonds Comprehensive High School, Chris Eustache is retiring

Teacher made a world of difference

KAREN SEIDMAN
THE GAZETTE

After he completed his Bachelor of Arts degree at Sir George Williams University 34 years ago, Chris Eustache saw an ad offering a Bachelor of Education for \$110 at St. Joseph's Teachers' College.

Now that he is retiring after 33 years as an English teacher at Pierrefonds Comprehensive High School, it seems less like a whim and more like fate that Eustache answered the ad and decided to become a teacher.

The career he chose has marked his life in many ways. It's kept him young through his interaction with students, he's had the satisfaction of seeing students who struggled in school make a success of themselves and it has propelled him to attend school board meetings religiously and become an activist.

He finally decided to start weaning himself from the Lester B. Pearson School Board meetings last January in anticipation of his retirement.

"Students fight to get in his class," said Tom Colbec, an English, history and French teacher at PCHS who has worked with Eustache for 31 years.

"He's gone to every school dance because he doesn't coach sports and feels he has to participate in extracurricular activities. He'll really be missed."

Eustache will miss school life, as well. In fact, he's hoping to teach a Quebec Civil Law course to Grade 11 students next year just so he doesn't get out of the classroom "cold turkey."

He's seen a lot of changes in 33 years –



RICHARD ARLESS JR. THE GAZETTE

English teacher Chris Eustache retires this month. He shows Pierrefonds Comprehensive High School Grade 10 students Chandecia Walker (centre) and Vanessa Bryan where he was born in Africa.

girls showing midrifts in school, filthy lyrics at school dances, kids whose lives are ruled by screens of various sizes.

"Screens have replaced books and that's not good," said Eustache.

"As a teacher, I do two-thirds of the amount of work I taught 10 to 15 years ago. There just aren't that many students who like to read."

But, overall, he finds it just as much fun to teach now as he did 33 years ago. He likes hearing students' opinions and seeing the multi-ethnic, multi-faith

classrooms function as well as they do.

He does, however, worry about the curriculum being easier than it used to be and kids being exposed to so much entertainment that sabotages parental values.

"Kids are very influenced by the media and there are a lot of bad role models out there," he said.

Eustache, a fixture at school board meetings for more than five years, has waged his battles over the years and believes he's taught his students that it pays to

speak out when there are problems.

It was about four years ago when the school's air-conditioning system had broken down.

There are no windows in PCHS, and, as a result, Eustache finally helped organize a protest that had all the teachers take their classes outside.

Eustache said it cost the board a few hundred thousand dollars, but they finally fixed the problem.

Then, two years ago, staff and students were noticing that the air in the school was very muggy and stale. While some school officials maintained the ventilation system had been cleaned, Eustache knew it hadn't and he rallied teachers and students to clamour for the cleaning, which was done last year for about \$100,000.

"My loyalties always lie with the students and the school," said Eustache. "I showed the students that if you speak up you can make a difference."

Recently, when he attended a class reunion from 1979, he was instrumental in getting the alumni to donate \$1,200 to redo the school's main foyer.

"I'm proud of what I've done and I'm leaving with no regrets," Eustache said.

But he is leaving with a plaque from a student, Chandecia Walker: "Mr. C. Eustache: For your outstanding personality, generosity and kindness. You are a wonderful and well-respected person and I truly appreciate all that you have done. Not only are you my teacher, you are my friend."

Not a bad way to go out.

kseidman@thegazette.canwest.com

School Board Reform Bill 40: an Act to amend mainly the Education Act with regard to school organization and governance. Mon mémoire concernant le Projet de loi n° 40 : Bill 40 Brief

Quebec English School Boards Association et al. c. Attorney General of Quebec (500-17-112190-205)

Chris Eustache: Declaration of intervention - Superior Court - June 2020

« Monsieur Chris Eustache se dévoue à la cause de l'éducation. Il intervient de multiples façons dans le débat public de la gouvernance scolaire, soit par ses lettres aux lecteurs, ses entrevues à la radio ou ses participations à des assemblées publiques...Il offre un point de vue original dans le présent débat, s'opposant à la position adoptée par les commissions scolaires anglophones...Il a obtenu le statut d'intervenant à titre amical (« friend of the Court ») conformément à l'article 187. »

- Superior Court Judge Sylvain Lussier, juin 2020

Dates d'audience/hearings: 23, 25, 26 juin ; 18 août ; 14 septembre 2020 et du 14 au 26 avril 2021



Chris Eustache
500-17-112190-205 -
500-09-030-704-233



CHAMPLAIN
AVOCATS

BY EMAIL: president-chair@emsb.qc.ca

ORIGINAL BY MAIL

Montreal, March 17th 2023

Me Joe Ortona, Chair
English Montreal School Board
6000 Fielding Avenue
Montreal, QC H3X 1T4

**SUBJECT: REASONABLE ACCOMODATION DEMAND FOR MR. CHRIS
EUSTACE**

Dear Me Ortona,

We represent Mr. Chris Eustace.

As you know, our client is well involved in school board democracy.

Mr. Eustace has been a long-time school board critic and activist. He has devoted a large part of his life to getting involved in school board democracy. He has presented many mémoires to the National Assembly, and attended almost all school board assemblies in the past 25 years, for which he is almost always the only member of the public, including regular Council, Executive Committee, and Parent's Committee and has been recognized as an official intervening party in the Bill 40 case at both the Superior Court of Quebec and the Quebec Court of appeal.

He is basically the only "opposition" or "critic" that shows up, in one form or another, to most meetings of the English Montreal and Lester B. Pearson school boards and we believe this is essential for any representative democracy, particularly when historically participation rates have been low for school board democracy.

At the Lester B. Pearson school board, he is seen and heard remotely by all.

The reason for this letter is that our client was recently informed that he could not ask questions remotely whether by videoconference or by phone.



CHAMPLAIN AVOCATS

This was possible during the pandemic when the board was under trusteeship and worked very well. At the present time, we know that the meetings of the Council are on a live telecast and some commissioners participate remotely. The technology is already in place.

There is no valid reason to refuse the same to our client.

Even if there were a good reason, our client rightfully invokes section 10 of the Charter of Human Rights and Freedoms and sections 2 c), 15 (1), and 24 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms to request a reasonable accommodation based on his age and the physical restrictions he now has.

Indeed, Mr. Eustace is not comfortable driving at night or in the winter anymore when it's not urgent or necessary. He cannot move around as much as before. He is stressed to drive around to get to the meetings and this has developed into anxiety issues. This doesn't mean he never will attend in person again, but it will become less frequent and will depend on how his body is doing that day.

Still, his intellect and interest in school board democracy are greater than ever and for this reason, he would want to continue bringing his contribution to the meetings by asking his questions as he has the right to do remotely. This is a formal demand for reasonable accommodation based on the Charter. Same Charter the Board is relying on for other judicial matters.

We also are putting forward sections of the Code of ethics which seem pertinent here:

d) The Commissioner fulfills his office with independence, integrity and good faith in the best interests of the EMSB and its population.

4.1.3.2 The Commissioner shall act democratically, in a spirit of cooperation, and shall not present himself as having sole authority over the actions of the EMSB.

Please forward us the official response of the Board in the next 10 days. Thank you.



CHAMPLAIN
AVOCATS

~~JEREMIE JOHN MARTIN
CHAMPLAIN LAWYERS~~

~~Cc: Members of the Council of Commissioners (by email)~~

Traduction personnelle

Cher Me Ortona,

Nous représentons M. Chris Eustace.

Comme vous le savez, notre client est bien impliqué dans la démocratie des commissions scolaires.

M. Eustace est un critique et militant des commissions scolaires depuis longtemps. Il a consacré une grande partie de sa vie à s'impliquer dans la démocratie des commissions scolaires. Il a présenté de nombreux mémoires à l'Assemblée nationale et a assisté à presque toutes les assemblées des commissions scolaires au cours des 25 dernières années, auxquelles il est presque toujours le seul membre du grand public, y compris les réunions régulières des Conseils, des Comités exécutifs et des Comités des parents, et a été reconnu comme partie intervenante officielle dans l'affaire du projet de loi 40 tant à la Cour supérieure du Québec qu'à la Cour d'appel du Québec.

Il est essentiellement la seule « opposition » ou le seul « critique » qui se manifeste, d'une façon ou d'une autre, à la plupart des réunions des Commissions scolaires English-Montréal et Lester-B. Pearson. Nous croyons que ceci est essentiel pour toute démocratie représentative, en particulier lorsque, historiquement, les taux de participation ont été faibles en matière de démocratie des commissions scolaires.

À la Commission scolaire Lester-B. Pearson, il est vu et entendu à distance par tous.

La raison de cette lettre est que notre client a récemment été informé qu'il ne pourra plus poser des questions à distance, que ce soit par vidéoconférence ou par téléphone.

Cela était possible pendant la pandémie alors que la Commission était sous tutelle et fonctionnait très bien. À l'heure actuelle, nous savons que les réunions du Conseil sont diffusées en direct et que certains commissaires participent à distance. La technologie est déjà en place.

Il n'y a aucune raison valable de refuser ce même moyen à notre client.

Même s'il y avait une bonne raison, notre client invoque à juste titre l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne* et les articles 2 c), 15 (1) et 24 de la *Charte canadienne des droits et libertés* pour demander une mesure raisonnable d'adaptation en fonction de son âge et des restrictions physiques qu'il a maintenant.

En effet, M. Eustace n'est plus à l'aise de conduire la nuit ou en hiver quand ce n'est pas urgent ou nécessaire. Il ne peut pas se déplacer aussi facilement qu'avant. Le fait de conduire pour se rendre aux réunions le stresse et entraîne des crises d'anxiété. Cela ne veut pas dire qu'il ne sera plus jamais présent en personne, mais ce sera moins fréquent et ça dépendra de comment il se sent physiquement le jour en question.

Toutefois, sa capacité intellectuelle et son intérêt pour la démocratie des commissions scolaires continuent de s'accroître plus que jamais et, pour cette raison, il voudrait continuer à apporter sa

contribution aux réunions en posant des questions à distance comme il a le droit de le faire. Il s'agit d'une demande officielle de mesure raisonnable d'adaptation fondée sur la *Charte*. La même *Charte* sur laquelle s'appuie la Commission pour d'autres questions judiciaires.

Nous présentons également des sections du *Code de déontologie* qui semblent pertinentes ici :

d) Le Commissaire remplit sa fonction indépendamment, avec intégrité et de bonne foi dans le meilleur intérêt de la CSEM et de sa population.

4.1.3.2 Le Commissaire agira démocratiquement, dans un esprit de coopération, et ne se présentera pas comme ayant l'autorité exclusive sur les gestes posés par la CSEM.

Veillez nous transmettre la réponse officielle de la Commission dans les 10 prochains jours. Merci.

C.c. : Membres du Conseil des commissaires (par courriel)

The answer was no - La réponse était non.

ADDENDA

The Nov. 19 Gazette reported on the [EMSB Special Meeting - Nov. 14, 2025](#)

The advertised meeting said: "Watch Live." It was not, contrary to the [Quebec Education Act - Article 168](#).
No one could ask questions and follow up "live."

The EMSB Parents Committee chair questioned Chair Ortona about working funds. Mr. Ortona answered by making remarks about the LBPSB Parents Committee and its budget.

Let's recall that the EMSB Court Challenges on Bill 21 (secularism) and 96 (French language) cost about \$2M. The LBPSB spent nothing. Meanwhile:

[Chris Eustace @ LBPSB Executive Committee Question Period - Nov 17, 2025](#)

English Parents' Committee president Korakakis running to be EMSB chair



"The current administration is disconnected from the financial and academic challenges English schools are facing"

René Bruemmer



Katherine Korakakis, the president of the English Parents' Committee Association of Quebec, is throwing her hat in the ring to become the next chair of the English Montreal School Board.

Korakakis said it was the urging of numerous parents and a decision made by the EMSB council at the end of the last school year that convinced her to run. A motion to provide schools with an extra \$15,000 each to help with the purchase of supplies and funding school programs was overturned by the board and its chair on the basis that schools already had sufficient funds, she said.

"I thought that was an example of how disconnected the current board is from the reality of what's going on in the schools," Korakakis told *The Gazette*. "If we're so well funded, why are we wasting our time making popcorn bags and baking muffins in order to raise money? Do you know how many popcorn bags we would have to sell to make \$15,000?"

"That to me showed they were pretty disconnected, and a lot of other parents, too, who asked me to run."

Korakakis has served as the president of the English Parents' Committee Association of Quebec for four years, advocating on behalf of caregivers, writing briefs and presenting them before the National Assembly in Quebec City and speaking to the education minister.

A parent of two, Korakakis is also president of the EMSB Parents Committee; a member of the Advisory Board of English Education, appointed by the education minister; and vice-president of the Quebec Community Groups Network.

Based on her many conversations with parents, her main priorities as head of the EMSB would be to increase the amount of mental health services available to students and bolster programs dedicated to special-needs and gifted students.

"We don't have a ton of them, and even for those we do have, they're not well known, and they're certainly not available in every school," Korakakis said.

While the EMSB has exhibited an "amazing success rate" — its graduation rate was 95.9 per cent for 2022-2023, well above the provincial average of 84.2 per cent, which includes public and private schools — its institutions still have to improve on how students are doing in individual subjects like English, French, math and science, Korakakis said.

"If I win, it's my intention to come up with programs to help bring those grades up because at the end of the day, you can pass it with 60 per cent, but does that mean that the student has mastered that subject matter?"

Korakakis said she will run with a slate of other candidates. She has already announced two — Shalani Bel, a parent who will run in Westmount, and Howie Silbiger, who will run in Côte-des-Neiges — and plans to announce more in the coming weeks and months.

She will be up against Joe Ortona, a lawyer who has served as chair of the board since 2020, when he won by acclamation. He announced in May he will be running again.

Under Ortona, the EMSB has been fighting the Coalition Avenir Québec government on several fronts, launching lawsuits against François Legault's secularism law (Bill 21) and his reinforcement of French language rules (Bill 96).

The EMSB and other boards are also in court to overturn the CAQ government's plan to abolish English school boards and replace them with service centres overseen by the provincial government, as was done with the French boards. The EMSB is arguing anglophones have the right to control and manage their school systems, based on Supreme Court decisions that referred to Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

English boards remain in place after the Quebec Superior Court ruled the law eliminating boards should not apply to English ones. An appeal is expected to be heard late this year or next year.

The EMSB is Quebec's biggest English board, with 35,000 students in its youth and adult sectors.

In the last election in 2021, the vast majority of positions at the EMSB were filled by acclamation, with board officials blaming several factors, including confusion over who could run and pandemic restrictions and delays.

English boards traditionally had much higher voter turnout rates compared with the now-abolished French boards. In 2014, for example, 21 per cent of eligible voters cast ballots in the EMSB election, compared with 4.9 per cent for French boards.

If elected, Korakakis said she will continue the legal battles being fought by the EMSB. She's also running to improve the perception of the EMSB, saying families are leaving the board because they're concerned their children can't graduate with high enough levels of French, and because there's a sense things aren't working well.

"If things were perfect, parents would not have asked me to run," she said. "I'm hoping to bring a different perspective and a different way of doing things at the EMSB."

rbruemmer@postmedia.com

De l'argent pour les salles de classe, pas pour les tribunaux.

Depuis 1998, lorsque les commissions scolaires confessionnelles du Québec ont été remplacées par des commissions scolaires linguistiques, les ministres de l'Éducation successifs du Québec ont fait pression pour que les parents aient un plus grand pouvoir décisionnel au niveau des commissions scolaires. En général, ils cherchaient à réduire le pouvoir des commissions scolaires et à les rendre plus accessibles et plus responsables face aux parents. À peu près à la même époque, des conseils d'établissement ont été créés composés des parents, des membres du personnel, des directeurs d'école et d'autres éducateurs.

Des études de longue date révèlent que la participation des parents à l'éducation de leur enfant est un facteur clé qui détermine leur réussite dans la vie, ce qui profite en fin de compte à notre société. L'engagement des parents dans le réseau scolaire public améliore le taux de réussite scolaire et contribue à faire en sorte que les fonds recueillis au moyen de la taxe scolaire sont dépensés judicieusement.

Grâce à Internet et aux médias sociaux, les parents avertis et sophistiqués sont plus conscients de ce qui se passe et peuvent se mobiliser rapidement en cas de besoin. Pensez aux parents qui ont protesté en formant des chaînes humaines autour des écoles dans le cadre de leur lutte pour obtenir plus de services pour leurs enfants. Songez à la victoire juridique des parents contre les commissions scolaires du Québec en ce qui concerne les frais pour le matériel didactique, les manuels et les services éducatifs.

L'an dernier, Katherine Korakakis, présidente du Comité de parents de la Commission scolaire English-Montréal (CSEM) et présidente de l'Association des comités de parents anglophones (ACPA) du Québec, s'est présentée comme candidate à la présidence de la CSEM.

Elle a déclaré que la CSEM est « déconnectée de la réalité de ce qui se passe dans les écoles ». Son communiqué de presse du 20 juin 2024 indiquait qu'elle a l'intention de « mettre en priorité la transparence, la responsabilisation et l'engagement communautaire ».

En revanche, son adversaire, Joe Ortona, président de la CSEM et président de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ), s'est fermement positionné en faveur des droits controversés des anglophones.

Money for Classrooms, not Courtrooms

Since 1998, when linguistic boards replaced Quebec's confessional school boards, successive Quebec education ministers have pushed for greater decision-making power for parents at the school board level. They generally called for shrinking the power of school boards and making them more accessible and more accountable to parents. Around the same time, governing boards were created with parents, staff members, principals, and other educators.

Long-standing research shows that parental involvement in a child's education is a key factor in determining a child's success in life, ultimately benefiting our society. Parental engagement in the public education system improves academic achievement and helps ensure our education tax dollars are spent wisely.

Thanks to the Internet and social media, tech-savvy, sophisticated parents are better informed and can mobilize quickly when needed. Think of the parents protesting by making human chains around schools, fighting for more services for their children. Consider the legal victory by parents against Quebec school boards regarding school fees for instructional material, textbooks, and educational services.

Last year, Katherine Korakakis, chair of the English Montreal Parents Committee and president of the English Parents' Committee Association of Quebec, ran for the EMSB chair.

She said the EMSB is "disconnected from the reality of what's going on in the schools." Her press release on June 20, 2024, stated that she intends "to prioritize transparency, accountability, and community engagement."

In contrast, her opponent, Joe Ortona, the Chair of the English Montreal School Board (EMSB) and President of the Quebec English School Boards Association (QESBA), has firmly positioned himself in support of controversial Anglo rights.

L'éthique

L'éthique dans notre réseau scolaire public fait référence aux principes et aux normes qui guident la prise de décision par les directeurs et commissaires afin d'assurer l'équité, la transparence, la responsabilisation et le respect de tous les élèves, du personnel et des membres de la communauté.

Au Québec, il y a deux systèmes chargés de rendre la justice dans les réseaux scolaires. Les codes de déontologie des centres de services scolaires francophones et des commissions scolaires anglophones sont différents.

Le gouvernement a mis en place des directives pour le système francophone et tous les centres de services scolaires fonctionnent fondamentalement selon les mêmes règles. Toutefois, le réseau anglophone est géré par des commissaires qui choisissent leurs propres commissaires à l'éthique.

Présentement, dans le réseau anglophone, le commissaire à l'éthique est un « employé » de la commission scolaire, ce qui crée des conflits d'intérêts, surtout lorsque les plaintes sont déposées à l'encontre du président. Le commissaire à l'éthique ne devrait pas dépendre des commissions scolaires, ce qui pose des contraintes à son intervention.

De plus, dans le réseau anglophone, les commissions scolaires rédigent leurs propres codes de déontologie. Il est possible pour un commissaire à l'éthique embauché par deux commissions scolaires, de rendre des décisions différentes pour la même offense en fonction du code de déontologie de la commission scolaire concernée.

Pour prévenir des pratiques malhonnêtes ou sans scrupules, un bon code de déontologie doit fournir aux membres des centres de services scolaires un compas moral pour les guider dans des situations de turbulences ; il doit également établir les règles pour assurer un comportement irréprochable en matière d'éthique afin que les décisions prises soient bien fondées.

Simplement dit : les pratiques et politiques des centres de services scolaires doivent être fondées sur un code de déontologie clair et sans ambiguïté.

Je crois que c'est au gouvernement d'assumer le rôle d'employeur des commissaires à l'éthique. Il devrait d'ailleurs envisager de créer une banque de commissaires à l'éthique « errants » répartis dans toute la province selon les besoins - francophones et anglophones.

La mise en œuvre d'une telle mesure renforcerait l'équité et la justice dans les deux réseaux.

Merci

Je voudrais profiter de cette occasion pour exprimer ma gratitude au gouvernement du Québec pour l'occasion de partager mes points de vue sur la proposition d'une Constitution du Québec 2025. Mon domaine d'expertise concerne l'éducation, laquelle qui reste une affaire provinciale.

Cette brève réunion porte sur plusieurs questions cruciales, notamment les préoccupations parentales, les considérations éthiques et les contestations juridiques. Le système de la Commission scolaire English-Montréal School Board (CSEM) dispose en particulier de ressources financières importantes. Par conséquent, les parents et les citoyens des autres commissions se retrouvent souvent incapables de rivaliser efficacement avec de telles organisations bien financées. Cette disparité est intrinsèquement injuste.

LE DEVOIR [Le Québec fait défaut aux élèves qui ont des besoins spéciaux](#) - 14 mars 2023
[Élèves affamés](#) - 2 sept. 2022
[Santé mentale et budget](#) - 28 mars 2023

Nous devons évoluer

[Le bien-être général des élèves.](#) - 6 janvier 2024
[Commissaire aux droits des enfants.](#) - 16 avril 2025
[La lecture comparée aux médias sociaux.](#) - 14 août 2025

Fin

Ethics

Ethics in our public school system refers to the principles and standards that guide the decision-making of principals and commissioners to ensure fairness, transparency, accountability, and respect for all students, staff, and community members.

In Quebec, there are two systems responsible for ensuring fairness within the school system. The codes of ethics for French-language school service centres and English-language school boards differ.

The government has established guidelines for the French-language system, and all school service centres operate according to essentially the same rules. However, the English-language system is managed by commissioners who appoint their own ethics commissioners.

Currently, in the English-language system, the ethics commissioner is an “employee” of the school board, which creates conflicts of interest, especially when complaints are filed against the chair. The ethics commissioner should not be dependent on the school boards, as this limits their ability to intervene effectively.

Furthermore, in the English-language school system, school boards draft their own codes of ethics. It is possible for an ethics commissioner employed by two school boards to make different decisions regarding the same infraction, depending on the code of ethics of the school board in question.

To prevent dishonest or unscrupulous practices, a good code of ethics must provide school service centre members with a moral compass to guide them through challenging situations; it must also establish rules to ensure impeccable ethical conduct so that decisions are well-founded.

Simply put, the practices and policies of school service centres must be based on a clear, unambiguous code of ethics.

It is the government’s responsibility to act as the employer for ethics commissioners. It should also consider creating a pool of “roving” ethics commissioners, distributed throughout the province as needed—both Francophone and Anglophone.

Implementing such a measure would strengthen equity and fairness in both systems.

Thank You

I want to take this opportunity to express my gratitude to the Government of Quebec for the chance to share my perspectives on the proposed Quebec Constitution 2025. My area of expertise pertains to education, which remains a provincial matter.

This brief meeting focuses on several critical issues, including parental concerns, ethical considerations, and legal challenges. The English Montreal School Board (EMSB) system, in particular, possesses substantial financial resources. Consequently, parents and citizens often find themselves unable to compete effectively against such well-funded organizations. This disparity is inherently unfair.



[Education department falls short on special-needs students](#) - May 21, 2015

[Put the priority on fighting hunger](#) - Sept. 1, 2022

[Mental health and volunteering](#) - Oct. 11, 2023



We must evolve

[Let Supreme Court decide on Bill 40](#) - June 11, 2025

[Bill 40 belongs in Supreme Court.](#) - June 14, 2025

[Not all negative for anglophones](#) - Oct. 21, 2025

[New education minister is putting things back on track](#) - Nov. 6, 2025

End